

**JAYDEN RESSOURCES INC.**  
**DISCUSSION ET ANALYSE DE LA DIRECTION SUR LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES**  
**RÉSULTATS D'EXPLOITATION**  
**POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 décembre 2013**

---

*La discussion d'analyse de la direction (DAD) suivante vise à aider le lecteur à évaluer les changements importants à la condition financière et aux résultats d'exploitation de Jayden Ressources Inc. (« Jayden » ou la « Société ») au 31 décembre 2013 et 2012 et pour les exercices terminés.*

*Cette DAD doit être consultée en parallèle avec les états financiers consolidés et vérifiés pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 ainsi qu'avec les notes à l'appui. Ces états financiers ont été préparés dans le respect de politiques comptables conformes aux Normes internationales d'information financière (NIIF) émises par le Conseil des normes comptables internationales (CNCI).*

*Sauf indication contraire, tous les montants sont indiqués en dollars canadiens. La date d'effet de la présente DAD est le 27 mars 2014. D'autres renseignements sur la Société se trouvent sur le site SEDAR à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com).*

---

**Contenu de la DAD**

1. Sommaire
2. Récapitulatif sur l'exercice terminé le 31 décembre 2013
3. Résultats d'exploitation pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013
  - 3.1 Projets d'exploration
    - 3.1.1. Propriété de Silver Coin
4. Liquidités et ressources en capital
  - 4.1.1 Capital social
  - 4.1.2. Engagements contractuels
5. Opérations avec les parties liées
6. Quatrième trimestre
7. Adoption des normes comptables et décisions découlant des NIIF
8. Instruments financiers
9. Contrôle interne des rapports financiers
10. Estimations et jugements comptables déterminants
11. Mise en garde concernant les énoncés prévisionnels
12. Événements ultérieurs

## 1. Sommaire

Jayden a atteint une étape avancée des activités de production sur la propriété de Silver Coin dont elle détient une participation à 80 %. La propriété de Silver Coin se situe à environ 25 kilomètres au nord de Stewart en Colombie-Britannique, dans la division minière Skeena de Colombie-Britannique et compte 44 concessions totalisant une superficie nette de 1 496 hectares.

Depuis 2004, la Société et son coentrepreneur Mountain Boy Minerals Ltd. (« Mountain Boy ») ont mené de vastes explorations ainsi que des études environnementales, métallurgiques et de ressources sur sa propriété de Silver Coin. En avril 2007, Minefill Services a calculé la présence d'une ressource conforme à NI 43-101 sur la propriété de Silver Coin. La Société a par la suite mené de vastes campagnes de forage en 2007 et 2008. En décembre 2009, Tetra Tech Inc. a réalisé une étude économique préliminaire conforme à NI 43-101, intégrant les nouveaux trous de forage et a publié une mise à jour de ce rapport le 12 mars 2010.

La Société a réalisé un programme de forage en septembre 2010 dans le but de confirmer les résultats de forages antérieurs, de remplir les parties non forées de la minéralisation, de prolonger cette dernière vers le nord de la ressource actuelle et d'obtenir de nouvelles carottes pour la poursuite des tests métallurgiques. Suite à ces nouveaux forages, la Société a conclu un contrat avec Minarco Mine Consult pour la préparation d'une mise à jour du Rapport technique conforme à NI 43-101 et de l'analyse économique préliminaire fondée sur une ressource actualisée publiée le 13 avril 2011.

Jayden a entamé un vaste programme de forages en mai 2011 dans le but principal de réduire l'espacement entre les trous de la ressource principale. Ce programme a été achevé en septembre 2011 avec un total de 109 trous de carottage de 17 468 m. En plus des procédures normales de carottes, de QAQC et dosage de Jayden, la Société a déterminé la gravité spécifique d'échantillons représentatifs de l'ensemble du noyau de 2011 pour renforcer les données techniques de la Société.

Jayden a mené la plus grande partie de ses activités d'exploration sur ses propriétés par l'entremise de tiers conseillers et de sous-traitants en géologie.

La Société prend d'autres mesures pour faire progresser la propriété de Silver Coin vers la production, y compris un contrat conclu avec AMEC Earth and Environmental afin poursuivre les études environnementales de base commencées en 2009 par Cambria Gordon Ltd. Ce travail environnemental de base permettra d'appuyer des efforts futurs d'obtention de permis.

Les résultats des essais métallurgiques, notamment les tests de broyage, démontrent que la minéralisation de Silver Coin peut être traitée efficacement par des mesures conventionnelles de broyage. En 2011, la Société a réalisé un vaste programme d'essais métallurgiques. Les essais ont confirmé les estimés positifs initiaux sur la récupération et qu'un circuit de gravité pourrait permettre de récupérer l'or libre et l'électrum, qu'un concentré collectif de sulfure permettrait de récupérer des pourcentages très élevés d'or et d'argent et que ce concentré pourrait être traité au cyanure dans un four pour récupérer au global 87 % de l'or et environ 50 % de l'argent.

## 2. Rendement général de l'exercice terminé le 31 décembre 2013

Jayden a conclu une convention d'achat des biens avec Decade Ressources Ltd. (« Decade ») visant l'acquisition des concessions minières Grassy 1 et Grassy 2 appartenant à Decade et adjacentes à l'extrémité est de la propriété de Silver Coin. En vertu de la convention, la Société doit verser 60 000 \$ à Decade d'ici le 31 décembre 2012. Le 12 décembre 2012 la date d'échéance de la convention a été reportée au 30 juin 2013. À la fin du mandat, la Société n'a pas renouvelé la convention avec Decade.

Le résultat de la Société pour l'exercice terminé en 2013 représente une perte nette de 2 069 062 \$ (31 décembre 2012: 1 876 804 \$). Les pertes actuelles sont principalement attribuables à l'augmentation des dépenses en honoraires professionnels de 1 174 865 \$ (31 décembre 2012: 564 763 \$). Le changement est principalement dû aux honoraires de consultation payés à Baron Capital Limited pour des services de conseil financier et de finance d'entreprise à l'extérieur du Canada (voir les dépenses des parties concernées ci-dessous pour plus de renseignements), les honoraires de conseils financiers liés à la planification de la double cotation et des honoraires de conseils juridiques. L'augmentation des pertes de change nettes est due à l'augmentation des transactions en devises étrangères.

Comme Jayden effectue toujours des analyses sur la propriété Silver Coin, la Société engage en permanence des frais pour maintenir et évaluer la valeur sous-jacente de la propriété. La Société compte fortement sur un financement par actions qui est lui-même tributaire de facteurs économiques. La Société évalue en permanence sa trésorerie et est continuellement à la recherche de financement pour soutenir ses opérations.

### 3. Résultats d'exploitation pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013

Le tableau suivant présente les principaux renseignements consolidés pour les exercices terminés les 31 décembre 2013, 2012 et 2011.

	Trois mois terminés le			Douze mois terminés le		
	31 décembre,			31 décembre,		
	2013	2012	2011	2013	2012	2011
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Autres revenus et bénéfices nets	1	5	588	7,098	740	21,979
Frais d'administration	(992,956)	(503,322)	(363,298)	(2,076,160)	(1,871,459)	(1,650,176)
Autres frais d'exploitation	-	-	-	-	(6,085)	(23,536)
Perte nette pour l'exercice	(992,955)	(503,317)	(362,710)	(2,069,062)	(1,876,804)	(1,651,733)
basique et diluée						
Perte par action	(0.001)	(0.003)	(0.002)	(0.080)	(0.086)	(0.008)

La Société étant une société d'exploration, elle ne tire aucun revenu de l'exploitation minière.

Le tableau ci-dessous indique certains résultats d'exploitation de la Société pour les huit derniers trimestres.

	31/12/2013	30/09/2013	30/06/2013	31/03/2013	31/12/2012	30/09/2012	30/06/2012	31/03/2012
Perte nette	(992,955)	(200,158)	(656,193)	(219,756)	(503,317)	(379,607)	(237,879)	(756,001)
basique et diluée								
Perte par action	(0.00)	(0.01)	(0.00)	(0.00)	(0.00)	(0.00)	(0.00)	(0.03)
Dévaluation des intérêts des gisements miniers	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des acti	-	-	-	-	-	-	-	487,100
Total des actifs	16,424,002	16,352,258	16,292,673	16,898,353	17,064,534	17,102,571	16,846,320	17,224,905
Fonds de roulement	39,862	(1,171,737)	447,701	1,063,244	741,929	377,431	893,763	1,299,811

Au cours du trimestre terminé le 31 décembre 2013, la Société a subi une perte nette de 992 955 \$ par rapport à 503 317 \$ pour le trimestre terminé le 31 décembre 2012. La perte nette de 992 955 \$ est principalement attribuable au reclassement des frais de financement liés à la préparation de la double cotation, aux frais de conseil juridique et aux honoraires des conseillers financiers. Les honoraires professionnels au cours du trimestre terminé le 31 décembre 2013 étaient de 1 174 865 \$ par rapport à 564 763 \$ pour le trimestre terminé le 31 décembre 2012.

Au cours du trimestre terminé le 30 septembre 2013, la Société a subi une perte nette de 200 158 \$ par rapport à 379 607 \$ pour le trimestre terminé le 30 septembre 2012. La perte nette de 200 158 \$ a été principalement due à des frais d'administration de la Société de 76 651 \$ (2012 – 47 455 \$), des honoraires de 26 361 \$ (2012 – 192 415 \$), des frais inhérents aux services de réglementation et des actionnaires de 19 978 \$ (2012 – 14 570 \$) et aux salaires des employés représentant 73 608 \$ (2012 – 102 241 \$). Le fonds de roulement au cours du trimestre terminé le 30 septembre 2013 a diminué de manière significative en raison d'un prêt consenti à la Société par un administrateur de la Société. Le cumul des prêts à la date du 30 septembre 2013, est de 1 212 705 \$ et est remboursable le 1<sup>er</sup> juillet 2014 et à la première des instances (i) le 26 octobre 2014 ou (ii) l'obtention d'un financement public.

Au cours du trimestre terminé le 30 juin 2013, la Société a mis fin aux services de conseil financier fournis par Baron Capital Limited HK (BCL). La Société a versé à BCL une indemnité de résiliation de 335 000 \$ et le remboursement de ses frais pour un montant de 103 235 \$. En conséquence, la perte nette subie au cours du trimestre terminé le 30 juin 2013 est plus grande par rapport au premier trimestre terminé le 31 mars 2013 et du troisième trimestre terminé le 30 septembre 2013.

Au cours de la période de trois mois terminée le 31 mars 2012, le fonds de roulement de la Société était de 1 299 811 \$ et à la fin de la prochaine période de trois mois terminée le 30 juin 2012, cette somme a baissé à 893 763 \$, ensuite, à la fin des trois mois terminés le 30 septembre 2012, ce poste a baissé à 377 431 \$. Cette baisse s'explique en grande partie par les fonds du prêt de 630 825 \$ reçus au cours du trimestre. À la fin des trois mois terminés le 31 décembre 2012, le fonds de roulement a augmenté à 741 929 \$ en raison d'un reclassement de l'emprunt de passif payable à court terme à passif payable à long terme.

#### Comparaison entre le trimestre terminé le 31 décembre 2013 et le trimestre terminé le 31 décembre 2012

Pour les trois mois précédant le 31 décembre 2013, la Société a enregistré une perte nette de 992 995 \$ par rapport à 503 317 \$ à la même période de l'année précédente. L'augmentation de la perte nette par rapport à la période de l'exercice précédent est principalement attribuable au reclassement des frais de conseils financiers s'élevant à 355 785 \$ qui ont été comptabilisés à titre de frais de financement reportés. Les frais de financement reportés enregistrés dans des trimestres précédents ont été reclassés à titre de frais professionnels en raison d'un changement de décision de la direction sur l'application de la double cotation.

La Société a commencé 2013 avec un fonds de roulement de 741 929 \$ et à la fin de l'exercice terminé le 31 décembre 2013, le fonds de roulement de la Société était de 39 862 \$. Cette diminution du fonds de roulement est due aux charges administratives générales. Les dépenses les plus importantes au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 correspondaient aux honoraires professionnels de comptabilité et des services juridiques liés à la préparation de la demande cotation.

### **3.1 Projets d'exploration**

#### **3.1.1 Propriété de Silver Coin :**

##### **GÉOLOGIE**

La propriété de Silver Coin englobe un secteur de roches volcaniques intermédiaires très altérées du jurassique inférieur. Une cartographie détaillée de la région et de la propriété, menée par le gouvernement et des géologues embauchés par contrat par la Société, indique que la région constituait une éminence paléotopographique avec un stratovolcan centré sur le mont Dilworth à proximité. Les roches ont été coupées par diverses roches intrusives du jurassique et de l'éocène. Pendant les campagnes d'exploration 2011, la Société a tracé des cartes géologiques

détaillées de la lithologie, de l'altération et de la structure du principal secteur de la ressource. Ces travaux ont confirmé plusieurs théories liées aux contrôles de la minéralisation et ont permis de mieux comprendre l'altération et la structure qui pourraient contrôler la minéralisation.

## **HISTOIRE**

En 1991, Silver Coin était exploitée comme mine souterraine et produisait 102 539 tonnes d'une teneur moyenne de 8,9 g/t Au et de 55,50 g/t Ag dans la zone Facecut où se trouvent les fortes teneurs, à savoir sur la concession Big Missouri. Ce minerai a été traité à l'usine de broyage Silbak Premier, à proximité.

Avant que la Société ne participe à la propriété de Silver Coin, un total de 422 trous avaient été forés sur une profondeur totale d'environ 37 401 mètres. Ces forages antérieurs visaient 293 trous de forage d'une profondeur totale d'environ 17 500 mètres effectués entre 1988 et 1994.

En 2004, la Société a conclu une entente de coentreprise avec Mountain Boy Minerals Ltd et depuis juin 2006, la Société exploite la propriété de Silver Coin, tandis que Mountain Boy occupe des fonctions exclusivement liées au conseil et aux contrats. Mountain Boy a obtenu un droit de négocier des contrats et de fournir des services liés à l'exploration et au développement de la propriété de Silver Coin. Cela s'est avéré très avantageux pour la Société en raison des capacités de Mountain Boy et de sa connaissance approfondie sur la région.

En 2010, la Société a conclu un contrat avec AMEC Earth and Environmental visant la poursuite des études environnementales de référence entamées en 2009 par Cambria Gordon Ltd. Depuis, AMEC a développé son programme d'échantillonnage d'eau et d'hydrologie et, ce qui est très important, elle a aussi confirmé la conclusion de Cambria Gordon selon laquelle le lac No Name ne contient pas de poissons. Selon les normes de RIC, le lac No Name, l'emplacement potentiel pour les refus de broyage, ne contient pas de poissons et demeure ainsi une option viable pour la planification et l'exploitation du projet. AMEC se concentre sur les études d'hydrologie de surface visant à définir les taux de débit dans plusieurs effluents critiques situés sur la propriété. AMEC a aussi installé une station permanente de surveillance du climat sur la propriété visant à recueillir des données de base sur la qualité de l'air et le climat aux fins du projet.

Toujours en 2010, la société a foré un total de 18 trous sur une profondeur totale de 2 807 mètres dans le but de confirmer le forage historique, de mieux comprendre la géologie et d'élargir la ressource. En se basant sur les nouveaux résultats de forage, la société a achevé un rapport technique et une analyse économique préliminaire conforme à 43-101 le 13 avril 2011. Cette mise à jour des estimations des ressources fait état d'une augmentation générale de la teneur moyenne en or de 10,9 % et d'une augmentation de 11,1 % du nombre d'onces de ressources déjà signalées, qui sont passées de 191 300 onces mesurées, 644 300 onces indiquées et 655 200 onces présumées, à 218 410 onces mesurées, 624 006 onces indiquées et 813 273 onces présumées. Cette mise à jour tient compte un total de 732 trous de forage (88 645 mètres) et 76 tranchées (1 447 mètres).

Silver Coin comprend une ressource d'or-argent-zinc sur laquelle se trouve une ressource conforme à 43-101 de 24,13 millions de tonnes d'or à teneur de 1,08 g/t représentant un total de 842 416 onces d'or, 4,45 millions d'onces d'argent et 91,17 millions de livres de zinc dans les catégories mesurées et indiquées à une teneur de coupure de 0,3 gramme d'or par tonne. Les ressources présumées sont estimées comprendre aussi 813 273 onces d'or, 6,69 millions onces d'argent et 128 millions de livres de zinc. Minarco Mine Consult, de Beijing (Chine) estime ainsi les ressources dans un rapport technique en date du 13 avril 2011:

JAYDEN RESSOURCES INC.

Discussion et analyse de la direction

pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013

0.3 gt Al de coupure	Tonnes	Au (g/t)	Ag (g/t)	Zn (%)	Au (oz)	Ag (oz)	Zn (lbs)
Mesurée	4,372,225	1.55	6.53	0.26	218,410	918,417	25,531,741
Indiquée	19,759,025	0.98	5.57	0.15	624,006	3,537,769	65,642,277
M&I	24,131,250	1.08	5.74	0.17	842,416	4,456,186	91,174,018
Présumée	32,443,840	0.78	6.41	0.18	813,273	6,691,185	128,006,920

**FORAGE DE 2011**

Au cours de l'été 2011, la Société a foré 109 trous totalisant 17 468 m. Ces programmes de forage ont permis de forer sur des largeurs importantes de minéralisation en teneur élevée d'or et d'argent. Voici des points saillants de ce programme:

DHID	From	To	Interval	Gold Weighted Average (g/T)	Silver Weighted Average (g/T)	Gold Weighted Average (oz.t)	Silver Weighted Average (oz.t)
SC11-328	41.2	57.68	16.48	1.553	6.625	0.045	0.193
SC11-334	8.2	35.91	27.71	1.334	7.609	0.039	0.222
SC11-341	89.57	106	16.43	2.673	14.247	0.078	0.416
SC11-350	99.2	104.3	5.1	4.235	13.261	0.124	0.387
SC11-351	93.5	150.16	56.66	1.476	4.714	0.043	0.138
SC11-351	189.67	202.69	13.02	2.743	3.761	0.080	0.110
SC11-353	171.05	174.12	3.07	18.747	11.768	0.547	0.343
SC11-354	113.37	129.87	16.5	2.109	16.577	0.062	0.483
SC11-354	143.64	152.42	8.78	2.044	9.038	0.060	0.264
SC11-356	136.25	148.44	12.19	1.188	4.711	0.035	0.137
SC11-356	153.18	160	6.82	2.290	6.980	0.067	0.204
SC11-356	185.93	192.27	6.34	3.701	10.895	0.108	0.318
SC11-357	91.5	94.5	3	24.964	14.650	0.728	0.427
SC11-357	184	200.56	16.56	3.250	10.815	0.095	0.315
SC11-357	204.35	208.85	4.5	2.134	5.267	0.062	0.154
SC11-358	91.5	117	25.5	1.851	3.375	0.054	0.098
SC11-358	133	161.35	28.35	1.252	4.764	0.037	0.139
SC11-358EXT	133	162.87	29.87	1.158	2.050	0.034	0.060
SC11-358EXT	158	159.56	1.56	4.319	2.800	0.126	0.082
SC11-359	112.72	122	9.28	2.596	10.374	0.076	0.303
SC11-360	14.15	24.34	10.19	2.156	7.411	0.063	0.216
SC11-361	58.04	66	7.96	25.239	34.726	0.736	1.013
SC11-362	146	157.6	11.6	2.495	10.265	0.073	0.299
SC11-363	128	155.02	27.02	5.717	13.879	0.167	0.405
SC11-363	156.4	170.84	14.44	1.654	5.873	0.048	0.171
SC11-363	173.5	191	17.5	1.753	4.804	0.051	0.140
SC11-365	89.46	93.49	4.03	3.796	11.191	0.111	0.326
SC11-367	58	80.66	22.66	1.152	4.853	0.034	0.142
SC11-368	128.5	131.56	3.06	7.154	22.348	0.209	0.652
SC11-370	198.1	210.5	12.4	0.940	3.243	0.027	0.095
SC11-370	235.95	249.33	13.38	2.816	34.248	0.082	0.999

JAYDEN RESSOURCES INC.

Discussion et analyse de la direction

pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013

SC11-373	247.8	248.76	0.96	13.630	83.900	0.398	2.447
SC11-376	44.5	46	1.5	9.900	5.200	0.289	0.152
SC11-404	64.46	80.58	16.12	7.104	10.768	0.207	0.314
SC11-409	15.24	21	5.76	2.687	47.630	0.078	1.389
SC11-409	26.7	29.98	3.28	3.542	118.630	0.103	3.460
SC11-417	58.71	71.16	12.45	3.643	22.107	0.106	0.645
SC11-417	82.97	89	6.03	7.919	28.684	0.231	0.837
SC11-421	42	51	9	1.642	62.052	0.048	1.810
SC11-422	18.29	25.36	7.07	2.079	10.537	0.061	0.307
SC11-422	30.18	33.22	3.04	6.902	32.200	0.201	0.939
SC11-424	78.45	96.93	18.48	11.684	18.885	0.341	0.551
SC11-425	35.97	45.11	9.14	5.102	21.881	0.149	0.638
SC11-431	5.33	8.68	3.35	5.595	41.847	0.163	1.221
SC11-433	40.53	43.58	3.05	5.668	16.711	0.165	0.487
SC11-434	46.44	49	2.56	7.959	47.965	0.232	1.399
SC11-437	39.7	46.66	6.96	4.339	14.609	0.127	0.426
SC11-437	112.54	117	4.46	14.979	60.272	0.437	1.758
SC11-438	66.57	69.49	2.92	6.612	9.547	0.193	0.278
SC11-439	125.07	126.57	1.5	5.224	22.100	0.152	0.645
SC11-439	147	148.5	1.5	21.220	9.800	0.619	0.286
SC11-440	33.53	37.05	3.52	6.787	30.132	0.198	0.879

En 2011, la Société a continué ses études métallurgiques intégrant des échantillons de teneur inférieure correspondant de plus près à la teneur en minerai attendue de l'exploitation à ciel ouvert modélisée. Certains essais en laboratoire récemment achevés à l'aide d'un échantillon maître de composite (1,2 g/t Au, 4 g/t Ag) et d'autres échantillons de teneurs variables (variant entre 0,5 g/t et 2,5 g/t Au) obtenus dans des trous forés à divers intervalles. Ces échantillons ont été utilisés pour simuler la réaction possible à un traitement du minerai par gravité et flottation, avec la possibilité de lixivier le concentré de flottation par cyanuration.

Ces résultats métallurgiques indiquent que des teneurs inférieures ont bien réagi au processus normal de flottation. De plus, les données d'essai indiquent que le traitement préalable par gravité permet de récupérer les grosses particules d'or et d'argent ce qui, en retour, améliore la réaction de l'or ou de l'argent à la lixiviation. L'effet combiné de la récupération par gravité et par flottation est attendue à environ 96 % pour l'or et 87 % pour l'argent. La lixiviation du concentré de sulfure était variée, et la dissolution de l'or a été mesurée entre 85 % et 95 % et les concentrés à teneur moindre ont généralement donné lieu à une moindre récupération. Les taux de lixiviation de l'argent ont été mesurés entre 40 % et 60 %. La teneur d'un concentré typique de flottation serait attendue entre 29 g/t Au et 93 g/t Ag, contenu dans moins de 5 % du poids de la matière traitée, ce qui réduirait grandement la dimension du circuit de lixiviation. Alternativement, il serait possible qu'un nettoyage prolongé par flottation du concentré final puisse le réduire jusqu'à 2 % du poids de la matière traitée. Cela indique un excellent potentiel de sur-classification qui pourrait permettre à la Société de vendre ou de traiter le concentré à un autre emplacement. Pour résumer, les essais métallurgiques préliminaires indiquent une excellente efficacité de la flottation qui permet de considérer diverses possibilités de traitement dans l'avancement du projet.

Les études environnementales de référence continuent sur le site en 2011, y compris des enregistrements en continu de la station météorologique de la société. Certaines améliorations ont été apportées pour élargir la portée des données recueillies sur notre réseau d'emplacements de cours d'eau.

Long Lake Hydro est une société privée. Elle développe un grand projet hydroélectrique visant la production continue d'électricité à partir de turbines situées à moins de quatre kilomètres de l'emplacement proposé pour notre usine. Les nouvelles lignes publiques de BC Hydro relieront les turbines et la Société aura accès à une source fiable d'électricité publique située à quelques kilomètres de la propriété pour un minimum de dépenses d'immobilisations.

Vers la fin 2011, la Société a entamé des études d'infrastructure afin de mieux comprendre les aspects importants du développement de Silver Coin. La Société a conclu un contrat avec All North Consultants Ltd. visant à concevoir des infrastructures portant entre autres sur l'accès routier, l'architecture et l'emplacement des structures, les routes entre la mine à ciel ouvert proposée et les usines de broyage et de traitement des déchets, le tracé d'une ligne proposée pour la transmission électrique vers le projet par les turbines de Long Lake Hydro ainsi que les coûts associés à toutes ces opérations de construction et de développement d'infrastructures.

En 2011 la Société a fait de grandes avancées dans sa participation au projet. Cela comprenait l'acquisition des 4 grandes concessions INDI auparavant détenues par Nanika Ressources et l'ajout d'un nombre de concessions isolées jalonnées par la Société à l'intérieur et en périphérie de la partie principale de la concession. En outre, en 2011, la Société a versé 4 M\$ requis pour l'acquisition du projet, augmentant ainsi de 10 % sa participation à Silver Coin, qui est maintenant de 80 % dans ce projet. Pour une meilleure flexibilité de la planification opérationnelle future, la Société a conclu une convention d'option visant à acheter les deux concessions Grassy de Decade Resources. Ces concessions sont à l'est et mitoyenne au bloc principal de Silver Coin et peuvent fournir un espace supplémentaire pour les opérations à venir sur le site.

La Société a aussi élargi la portée des travaux d'AMEC qui incluront un plan détaillé des installations et des réservoirs visant les déchets de roche et de broyage. Ce plan sera fondé sur les travaux récents menés par Minarco pour le développement d'une mine et d'un plan d'usine pour le projet.

#### **TRAVAUX DE 2012**

Au cours de l'année 2012, la Société a mené des études techniques avec ses entrepreneurs principaux, AMEC Earth and Environmental, All North Consultants Ltd. et Minarco Mineconsult pour faire avancer le projet et en prouver la viabilité économique.

Au cours de l'année 2012 et de la période terminée le 30 septembre 2013, la Société n'a pas fait de travaux sur le terrain pendant qu'elle se concentrait sur l'achèvement des études internes.

En bref, la propriété Silver Coin dispose de ressources considérables en or et en argent, se prêtant probablement à l'exploitation à ciel ouvert et/ou à l'exploitation minière souterraine. La métallurgie de la minéralisation est excellente puisqu'elle offre des taux de récupération élevés et plusieurs options pour le traitement des concentrés. Elle est accessible par voie routière et peut être alimentée par des sources fiables d'électricité à seulement quelques kilomètres du site. La route Granduc traverse la propriété, reliant Silver Coin au port en eau profonde de Stewart, en C.-B.

#### **TRAVAUX DE 2013 À CE JOUR**

Au cours de l'année 2013, la Société a conclu un contrat avec la firme d'ingénierie minière Plus Canada Ltd de Vancouver en Colombie-Britannique pour étudier particulièrement les ressources à haute teneur de Silver Coin. Alors que, dans le passé, les études de ressources à Silver Coin se concentraient sur les ressources globales pour l'exploitation minière à ciel ouvert, Mining Plus a concentré ses études sur les sections de la propriété à haute teneur avec l'intention de déterminer si le projet se prêtait à l'exploitation minière souterraine. Sur la base de ce travail, la Société avait fait établir par Mining Plus une nouvelle estimation de ressources selon la



norme 43-101 pour Silver Coin en utilisant des données de forage prises à partir des zones réputées à haute teneur.

La nouvelle estimation des ressources intitulée « Rapport technique NI 43-101 sur le projet Silver Coin (Rapport) », daté d'août 2013, a montré plusieurs zones à haute teneur pour le projet concentrées et qui s'étendent à partir de la zone d'exploitation souterraine existante où il y a eu une production limitée au début des années 1990. Cette ressource actuelle se concentre sur la zone principales et les zones au nord, à l'est et à l'ouest et est représentée ci-dessous:

**CLASSIFICATION DES RESSOURCES DE SILVER COIN (teneur de coupure de 2 g/t d'or pour toutes les zones)**

Catégorie	Tonnes kt	Au g/t	Ag g/t	Zn %	Pb %	Cu %
Indiquée	702	4.46	17.89	0.88	0.33	0.07
Présumée	967	4.39	18.98	0.64	0.25	0.04

Une ventilation complète de la ressource par zone individuelle est disponible dans le rapport sur SEDAR.

Le rapport indique que la ressource ne comprend pas toutes les zones aurifères étroites appropriées pour une extraction souterraine et qu'il existe un bon potentiel de développer cette ressource à haute teneur en procédant à d'autres travaux. Par exemple, une optimisation plus fine de la ressource actuelle, la mise à niveau des zones non classées indiquées ou présumées (lorsque les données sont insuffisantes), plus la définition de points supplémentaires à haute teneur à l'est et en sous-parallèle à la zone principale et au nord de la zone nord. Il existe également un potentiel pour d'autres zones aurifères proches de la surface, probablement propices à l'exploitation minière à ciel ouvert et pouvant s'ajouter à la ressource à haute teneur actuelle.

En fonction des résultats du rapport, la Société prévoit de réaliser d'autres travaux recommandés dans le rapport et prévoit également de réaliser prochainement une nouvelle évaluation économique préliminaire sur le projet, conforme à la norme 43-101.

**4. Liquidités et ressources en capital**

Le tableau suivant résume les fonds en caisse, fonds de roulement et flux de trésorerie de la Société

Au 31 décembre,	2013	2012
Espèces et quasi-espèces	\$ 241,500	\$ 227,074
Fonds de roulement	39,862	741,929
<b>Exercice terminé le 31 décembre,</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Flux de trésorerie nets affectés aux activités d'exploitation	(1,461,953)	(1,590,172)
Flux de trésorerie nette affectés aux activités d'investissement	120,185	(735,966)
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	1,356,194	1,015,872
Variation nette des liquidités	\$ 14,426	\$ (1,310,266)

La Société a poursuivi ses activités générales. Par conséquent, les fonds de roulement ont continué de baisser puisque la Société n'a pas généré de revenus. La Société a réalisé une offre de droits au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2013, générant un produit brut de 2 513 964 \$. La Société dépend de la vente d'actions propres pour le financement de ses activités d'exploration, et pour le versement d'acquisition de propriétés et les coûts généraux et administratifs. La Société aura besoin de fonds supplémentaires en 2014 pour poursuivre son programme d'exploration.

Au cours de l'exercice terminé en 2012, la société a conclu une convention de prêt avec le DG et l'administrateur de la société selon laquelle 1 015 872 \$ ont été prêtés à la société sans intérêt ni durée de la convention. Au cours de l'exercice terminé en 2013, la Société a conclu un autre accord de prêt avec le DG et l'administrateur de la Société sous les mêmes conditions pour un montant de 196 833 \$. Le prêt global en circulation correspond à un montant de 1 212 705 \$. L'encours a été réglé par la souscription de l'offre de droits de 13 054 830 actions à 0,10 \$, finalisée le 10 décembre 2013.

Mak Kwok Yum, l'un des principaux actionnaires de la Société, a fourni une facilité de crédit d'un maximum de 10 000 000 \$ HK (équivalent à 1 326 180 \$ CAD) à la Société pour soutenir le financement de la Société. Tout retrait serait sans intérêt et aucun des actifs de la Société ne sera donné en garantie. La facilité de crédit sera disponible jusqu'au 31 décembre 2014. Le 28 octobre 2013, le montant prélevé était de 1 500 000 \$ HK. Le montant total de 1 500 000 \$ HK a été réglé par la souscription à l'offre de droits de 2 487 686 actions à 0,10 \$, finalisée le 10 décembre 2013.

Afin de maintenir la propriété de Silver Coin en règle, aucun ouvrage ni paiement n'est exigé sur la majorité des concessions jusqu'à octobre 2017, à l'exception de la concession du Kansas qui, à titre de concession de la Couronne, est assujettie au paiement d'une taxe annuelle de 24 \$. Pour certaines concessions isolées et récemment acquises, antérieures aux anciennes concessions situées sur la propriété de Silver Coin, des paiements annuels devront être versés en octobre 2012 et septembre 2013. (Payés)

La Société devra continuer à se financer pour faire avancer ses plans d'exploration.

#### **4.1.1. Capital Social**

Le 8 août 2012, la Société a changé sa domiciliation et a été enregistrée aux Îles Cayman en tant que société exonérée avec responsabilité limitée par le biais de la continuation. Parallèlement à la continuation dans les Îles Cayman et conformément aux Articles, le capital social autorisé de la société est passé simultanément à 5 000 000 000 actions sans valeur nominale, avec une contrepartie totale pour laquelle ces actions doivent être émises pour 10 000 000 000 \$.

Le 1<sup>er</sup> août 2013, les actions consolidées de la Société s'échangeaient sur la base d'une (1) action consolidée ordinaire pour dix (10) actions ordinaires pré-consolidation détenues.

Le 23 octobre 2013, la Société a déposé un prospectus simplifié à toutes les commissions des valeurs mobilières au Canada lié à l'offre de droits. La Société a octroyé aux actionnaires inscrits le 8 novembre 2013, un droit d'achat d'actions supplémentaires. La Société a émis un droit pour chaque action détenue à la date d'enregistrement. Le droit à son détenteur d'acheter une action pour 10 cents. Ces droits ont expiré à 14 h (heure de Vancouver) le 6 décembre 2013. Le produit net généré par l'offre de droits est prévu pour un programme de travail de la phase 1 sur la propriété de Silver Coin et pour alimenter les dépenses administratives et le fonds de roulement des 12 mois suivants. Le 10 décembre 2013, la Société a finalisé son offre de droits. Conformément à l'offre de droits, la Société a émis un total de 25 139 641 actions ordinaires (les « actions ordinaires ») à un prix de souscription de 0,10 \$ par action ordinaire (le « prix de souscription »), générant un produit brut de 2 513 964 \$. La Société a engagé des coûts totaux

## JAYDEN RESSOURCES INC.

### Discussion et analyse de la direction

#### pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013

d'émission d'actions de 141 898 \$ liés à l'offre de droits. Le nombre total d'actions ordinaires émises et en circulation de la Société est porté à 50 279 282 actions au 31 décembre 2013, par rapport à 25 139 641 en décembre 2012.

Au 31 décembre 2012 et 2013, la Société n'avait aucun équivalent en actions indivisées des bons de souscription en circulation.

Au 31 décembre 2013, la Société n'avait aucune action bloquée.

La Société a un régime d'option d'achat d'actions en vertu duquel le nombre maximal d'options soumises au régime, globalement, ne doit pas dépasser 10 % des actions émises et en circulation de la société. La durée maximale d'une option est de 10 ans et l'acquisition est à la discrétion du conseil d'administration, cependant, les options attribuées aux consultants exécutant des « d'activités de relations avec les investisseurs » doivent être acquises progressivement sur une période de 12 mois au minimum, en faisant l'acquisition d'¼ des options tous les trois mois ou sur une période plus longue selon ce que le conseil d'administration a décidé. Le prix d'exercice ne doit pas être inférieur au prix du marché de l'escompte conformément aux conventions TSE.

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2013, la Société n'a attribué aucune option d'achat. Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2013, 2 000 options ont expiré sans avoir été exercées.

En janvier 2012, la Société a octroyé 525 000 options d'achat d'actions à ses administrateurs, cadres et conseillers à un prix d'exercice de 1,5 \$ par action sur cinq ans..

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2013, la Société a comptabilisé comme nulle (2012 – 487 100 \$) la charge de rémunération de base de l'action. La Société a utilisé le modèle d'évaluation Black-Scholes pour estimer la juste valeur des options à la date d'attribution selon les hypothèses moyennes pondérées suivantes :

	<u>2012</u>
Taux d'intérêt sans risque	1,26 %
Rendement du dividende	nul
Volatilité prévue	112 %
Durée prévue de l'option	5 ans

Les modèles d'évaluation des options requièrent l'entrée d'hypothèses très subjectives à propos de la volatilité prévue. Des variations de ces hypothèses peuvent avoir un impact important sur l'estimation de la juste valeur de marché. Par conséquent, les modèles existant ne mesurent pas nécessairement de manière réaliste la juste valeur de marché des options sur titres et des bons de souscription de la Société à la date de l'attribution ou après cette dernière.

#### Sommaire des actions en circulation

Voici le capital social émis et en circulation de la Société à la date de ce rapport:

(1) Autorisé : 5 000 000 000 actions sans valeur nominale.

(2) À la date du présent DAD, la Société détient 50 279 282 actions ordinaires et 1 750 000 options émises et en circulation.

#### 4.1.2. Engagements contractuels

La Société a conclu des contrats de consultation pour les services suivants:

	Honoraires mensuels \$	Services fournis
Baron Global Financial Canada Ltd.	10,000	Conseiller d'entreprise
James Andrew & Company	6,000	Consultant
Lawrence A. Dick Consulting Ltd.	3,000	Consultant
Robert Perry Consulting LLP	13 000 \$ US	Services géologiques
Carta Exploration Ltd.	6,000	Services géologiques
TransMax Investing	10,000	Gestion
		Honoraires de gestion et du
Letty Wan	60 000 \$ HK	Directeur

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2013, la société a résilié tous les contrats en cours, à l'exception des contrats avec James Andrew & Company et Baron Global Financial Canada Ltd.

#### 5. Opérations avec des parties liées

##### (a) Créances des parties liées

Au 31 décembre 2013, la dette due par Baron Capital Limited à la Société était nulle (31 décembre 2012 – 257 279 \$) ; il s'agit d'une société dont l'un des administrateurs est un membre de la famille de Ms Letty Wan, DG et administratrice de la Société. BCL fournit des conseils financiers sur les titres et les financements d'entreprise sur les marchés à l'extérieur du Canada.

##### (b) Dépenses des parties liées

La Société a conclu les transactions importantes suivantes avec des parties liées au cours de ces périodes:

Services fournis pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013	Services de gestion \$	Services de consultation et de conseil \$	Loyer et frais de bureau \$	Paiements fondés sur des actions \$	Frais d'émission \$
Baron Global Financial Canada Ltd. (1)	78,000	-	42,000	-	
Baron Capital Ltd. (2)	-	438,235	-	-	

  

Services fournis pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012	Services de gestion \$	Services de consultation et de conseil \$	Loyer et frais de bureau \$	fondés sur des actions \$	Frais d'émission \$
Baron Global Financial Canada Ltd. (1)	78,000	-	42,000	-	-

- (1) M. Herrick Lau Mong Tak et M. David Arthur Eaton, cadre et administrateur de la Société, sont respectivement le directeur général et le président de Baron Global Financial Canada Ltd.
- (2) Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2013, la Société a engagé des dépenses entre parties liées de 438 235 \$ payables à la BCL HK, dont Mme Letty Wan Ho Yan, DG et administratrice de la Société, détient indirectement une participation majoritaire dans le capital de la BCL HK. La somme de 438 235 \$ correspondait à une indemnité de résiliation pour BCL liée à des honoraires de conseils financiers dans le cadre de la demande d'inscription.

Selon les conventions commerciales entre la Société et les sociétés apparentées, les opérations avec Baron Global Financial Canada Ltd. et Baron Asia Limited continueront après la date du rapport pour se prolonger jusqu'à la fin de la durée de validité des conventions commerciales. Les accords commerciaux des autres opérations avec une partie liée ont pris fin au cours de l'exercice. Les administrateurs de la Société sont d'avis que les opérations avec les parties liées ont été menées dans des conditions commerciales normales et dans le contexte des activités normales du Groupe.

(c) Rémunération du personnel clé de la direction

Le personnel clé de la direction regroupe les administrateurs de la Société dont la rémunération au titre des coûts de personnel a été enregistrée ainsi:

	Exercice terminé le 31 décembre,	
	2013	2012
	\$	\$
Synthèse de la rémunération des salariés		
• Salaires et autres	173,792	207,754
Honoraires de la direction	56,840	69,360
Paiements fondés sur des actions	-	357,206
	<u>230,632</u>	<u>634,320</u>

## 6. Adoption des normes comptables et décisions découlant des NIIF

### Normes comptables adoptées

L'IASB a publié un certain nombre de nouvelles et révisées IAS, de NIIF, de modifications et interprétations connexes (IFRIC) (ci-après collectivement dénommé le Nouveau NIIF) qui étaient pertinentes pour le groupe et sont entrées en vigueur au cours de l'année. L'adoption de la nouvelle NIIF n'a pas eu d'impact significatif sur la façon dont les résultats et la situation financière pour les périodes actuelles et antérieures ont été préparés et présentés.

Certaines déclarations ont été émises par l'IASB ou le « IFRS Interpretations Committee » qui sont obligatoires pour les périodes comptables commençant avant le 1<sup>er</sup> janvier 2013 ou à cette date. Les nouvelles normes, amendements et interprétations, qui ont été adoptés dans ces états financiers consolidés, ont eu un effet sur les résultats futurs du groupe et sur sa situation financière:

- NIIF 13 Évaluation de la juste valeur

La norme NIIF 13 vise à améliorer la cohérence et à réduire la complexité en donnant une définition

précise de la juste valeur de marché et une source unique d'évaluation de la juste valeur du marché et des exigences de divulgation pour l'ensemble des NIIF. Les exigences, dont une grande partie correspond aux NIIF et à celles de l'US GAAP (É.- U.), n'élargissent pas l'application comptable de la juste valeur du marché mais donnent des repères sur son application lorsque son utilisation est exigée ou autorisée par d'autres normes découlant des NIIF.

L'adoption de la norme NIIF 13 par le groupe n'a pas eu d'impact significatif. La juste valeur des investissements disponibles à la vente a été déterminée par référence directe à des prix publiés sur un marché actif. Avant l'adoption de la norme NIIF 13, le groupe a mesuré l'investissement disponible à la vente sur la même base.

#### Normes comptables publiées mais non encore en vigueur

Les normes et interprétations suivantes n'ont pas été en vigueur car elles ne seront pas appliquées avant un proche avenir. Elles peuvent entraîner des modifications conséquentes aux conventions comptables et autres informations. Le groupe n'a pas encore évalué les impacts des normes ou déterminé s'il les adoptera par anticipation.

- Paiements par actions fondés sur la norme NIIF 2

Les amendements à la norme NIIF 2, émis en décembre 2013, visent à préciser la définition des « conditions d'acquisition » et définissent séparément une « condition de rendement » et un « état de service ». Une condition de rendement nécessite de la part de la contrepartie d'effectuer une période de service et de répondre à un objectif de rendement précisé pendant de la période de service. Une condition de service nécessite uniquement de la part de la contrepartie d'effectuer pleinement une période de service particulière. Les modifications entrent en vigueur pour les transactions de paiement fondées sur des actions pour lesquelles la date d'attribution est le 1<sup>er</sup> juillet 2014 ou après.

- NIIF 7 Instruments financiers : renseignements à fournir et IAS 32 Instruments financiers : présentation

Les actifs et passifs financiers peuvent être compensés avec le montant net présenté dans les états de situation financière, uniquement quand il y a un droit juridiquement exécutoire de compenser et quand il y a l'intention de régler sur une base nette ou de réaliser l'actif et régler le passif simultanément. Les amendements à l'IAS 32, émis en décembre 2011, visent à préciser la signification du critère de compensation « a actuellement un droit juridiquement exécutoire de compenser » et le principe de règlement net, comprenant l'identification des cas ou des systèmes de règlement brut pouvant être considérés comme équivalents à un règlement net. Les modifications ne concernent que la divulgation et sont en vigueur pour des périodes annuelles à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.

- NIIF 9 Instruments financiers

La norme NIIF 9 a été publiée en novembre 2009 et a été modifiée dans le cadre d'un projet en cours visant à remplacer l'IAS 39 Instruments financiers : comptabilisation et évaluation. La norme exige la classification des actifs financiers en deux catégories d'évaluation fondées sur le modèle d'affaires de l'entité pour la gestion de ses instruments financiers et les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'instrument. Les deux catégories sont celles mesurées à la juste valeur et ceux évalués au coût amorti. La classification et l'évaluation des passifs financiers sont principalement inchangées par rapport à la norme IAS 39. Toutefois, pour les passifs financiers évalués à la juste valeur, les variations de juste valeur attribuables aux variations en « risque de crédit propre » d'une entité sont maintenant comptabilisées dans les autres éléments du résultat étendu plutôt que dans le compte des pertes et profits. Cette nouvelle norme aura aussi un impact sur les informations fournies en vertu des NIIF 7 Instruments financiers : informations à fournir.

En novembre 2013, l'IASB a modifié la NIIF 9 pour des changements importants apportés à la comptabilité de couverture. En outre, une entité peut maintenant appliquer la « prescription de crédit propre » unitairement, sans avoir à changer une quelconque autre comptabilisation des instruments financiers. La date d'application obligatoire du 1<sup>er</sup> janvier 2015 a été enlevée pour donner suffisamment de temps aux préparateurs des états financiers de faire la transition vers les nouvelles exigences.

- NIIF 10 États financiers consolidés

Les modifications apportées à la NIIF 10, émises en octobre 2012, introduisent une exception de consolidation pour les entités d'investissement. Cela se fait en définissant une entité d'investissement et en imposant à une entité de placement de mesurer ses filiales à la juste valeur par le biais de ses résultats conformément à la norme NIIF 9 Instruments financiers ou l'IAS 39, Instruments financiers : comptabilisation et évaluation. Des modifications connexes à la norme NIIF 12 et l'IAS 27 ont été émises en même temps. Les modifications à la NIIF 12 exigent une divulgation supplémentaire pour les entités de placement. Les modifications à l'IAS 27 exigent d'une entité de placement de mesurer ses participations dans ses filiales à la juste valeur par le biais de ses résultats lors de la présentation des états financiers distincts. Les modifications entrent en vigueur pour les périodes annuelles à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.

- NIIF 13 Mesure de la juste valeur

La norme NIIF 13 est une norme globale de mesure de la juste valeur et de la divulgation de toutes les normes NIIF. La nouvelle norme précise que la juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour transférer un passif vers une transaction ordonnée entre les participants au marché, à la date de l'évaluation. En vertu des NIIF existantes, des conseils sur la mesure et la divulgation de la juste valeur sont répartis entre les normes spécifiques nécessitant des évaluations à la juste valeur et ne reflètent pas toujours une base d'évaluation claire ou une communication cohérente. Les modifications à la NIIF 13, publiées en décembre 2013, précisent que l'exception de portefeuille s'applique à tous les contrats entrant dans le champ d'application de la norme NIIF 9 Instruments financiers ou l'IAS 39 Instruments financiers : comptabilisation et évaluation, peu importe si elles répondent aux définitions des actifs financiers ou des passifs financiers dans l'IAS 32 Instruments financiers: présentation. Les modifications entrent en vigueur pour les périodes annuelles à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2014.

- Modifications de l'IAS 24 - Divulgation d'informations relatives aux parties liées

Les modifications à l'IAS 24, publiées en décembre 2013, précisent que l'entité de gestion, ou tout membre d'un groupe dont elle fait partie, qui fournit des services clés de gestion pour une entité déclarante, ou sa maison mère, est une partie liée de l'entité déclarante. Les modifications exigent également que l'entité fournisse le détail des montants engagés pour les principaux services du personnel de gestion fournis par une entité de gestion séparée. Cela remplace la divulgation plus détaillée par catégorie requise pour l'indemnisation des autres principaux dirigeants. Les modifications ne concernent que la divulgation et sont effectives pour des périodes annuelles à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2014. L'adoption de cette émission n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers de la Société.

- Modification de l'IAS 36 - Dépréciation d'actifs

Les modifications apportées à la norme IAS 36, publiées en mai 2013, exigent:

- (a) la divulgation de la valeur recouvrable des actifs dépréciés et
- (b) la divulgation d'informations supplémentaires sur la mesure de la valeur recouvrable lorsque la valeur recouvrable est fondée sur la juste valeur diminuée des coûts de cession, incluant le taux d'actualisation lorsque la technique de la valeur actuelle est

Les modifications ne concernent que la divulgation et sont effectives pour les périodes annuelles à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.

## 7. Instruments financiers

La Société et sa filiale (collectivement dénommées le « groupe ») sont exposés à des risques financiers par l'utilisation d'instruments financiers dans le cours normal des activités. Les risques financiers comprennent le risque de marché (y compris le risque de change, le risque de taux d'intérêt et autre risque de prix), le risque de crédit et le risque de liquidité. Le groupe n'a pas de politiques de gestion des risques écrites ni de directives. Cependant, le conseil d'administration se réunit régulièrement et coopère étroitement avec les représentants clés de la direction pour identifier et évaluer les risques et pour établir des stratégies de gestion des risques financiers. Le groupe n'a pas utilisé de dérivés ni d'autres instruments pour des opérations de couverture et ne détient pas ou n'a pas émis d'instruments financiers dérivés à des fins commerciales. Les risques les plus importants auxquels le groupe est exposé sont décrits ci-dessous.

### (i) Risque lié au taux de change

Certaines dépenses d'exploitation et l'encaisse sont libellées en monnaies étrangères et sont donc soumises au risque de change. Le groupe n'a pas conclu d'instruments financiers dérivés pour minimiser ce risque et il n'estime pas que son exposition nette au risque de change soit significative.

Le tableau suivant détaille la sensibilité du groupe à une hausse ou une baisse de 10 % en dollars canadiens par rapport aux éléments monétaires libellés en monnaies étrangères ci-dessus. L'analyse de la sensibilité inclut uniquement les éléments monétaires libellés en monnaies étrangères non réglés et ajuste leur conversion à la fin de l'exercice pour une variation de 10 % des taux de change. Un nombre positif indique une diminution de la perte pour l'exercice où les devises se raffermissent vis-à-vis du dollar canadien. Un nombre négatif résulte si les devises se déprécient par rapport au dollar canadien.

	Exercice terminé le 31/12/2013		Exercice terminé le 31/12/2012	
	USD	Autre	USD	Autre
	\$	\$	\$	\$
Effet sur la perte après impôt pour l'année et les bénéfices non distribués				
- Le groupe	1,553	23,552	(178)	(28,158)

### (ii) Risque lié au crédit

La trésorerie du Groupe est détenue dans les établissements financiers canadiens autorisés. Le groupe ne détient aucun papier commercial adossé à des actifs. La direction estime que la concentration des risques de crédit à l'égard de ses instruments financiers est minime.

Le groupe adopte des stratégies d'investissement conservatrices. Généralement, les investissements se font en titres liquides cotés sur les bourses des valeurs comptabilisées. Aucun achat sur marge n'est autorisé. Les prêts et les garanties financières accordés aux particuliers sur des entités

individuelles doivent être approuvés par le conseil d'administration. Le conseil d'administration contrôle quotidiennement la position globale des investissements du groupe et l'exposition.



Les politiques de crédit et de placement ont été suivies par le groupe puisque les exercices précédents se sont avérés efficaces en limitant l'exposition du groupe au risque de crédit à un niveau acceptable.

(iii) Risque lié au taux d'intérêt

Le risque lié au taux d'intérêt est le risque de fluctuation de la juste valeur ou des flux de trésorerie de l'instrument financier due à des variations des taux d'intérêts du marché. Le groupe possède des avoirs productifs d'intérêts par rapport aux avoirs en banque et aux CPG portés aux taux d'intérêts variables en consultant le marché et les prêts d'administrateurs ne générant pas d'intérêt. Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation du groupe sont en grande partie indépendants des variations des taux d'intérêts du marché. Le groupe n'a pas utilisé d'instrument financier pour couvrir les fluctuations éventuelles des taux d'intérêt. L'exposition du groupe aux taux d'intérêts est minime. Le groupe n'a pas d'emprunt productif d'intérêt.

Les politiques de gestion du risque de taux d'intérêt sont suivies par le groupe depuis les exercices précédents et s'avèrent efficaces.

(iv) Risque lié à la liquidité

La capacité du groupe à continuer comme une entreprise en exploitation dépend de la capacité de l'administration à lever le financement requis à travers les émissions de capitaux propres. Le groupe gère son risque de liquidité en prévoyant les flux de trésorerie provenant des opérations et en anticipant les activités de financement et d'investissement. La direction et le conseil d'administration sont également activement impliqués dans la révision, la planification et l'approbation des dépenses importantes et des engagements.

Les politiques de liquidité sont suivies par le groupe depuis les exercices précédents et s'avèrent efficaces dans le cadre de la gestion du risque de liquidité.

Les tableaux suivants détaillent les échéances contractuelles aux dates de clôture respectives des passifs financiers non dérivés du groupe, basées sur les flux de trésorerie contractuels non escomptés et la date la plus rapprochée à laquelle le groupe ou la société devra payer:

<b>Le groupe</b>	Valeur comptable	Total contractuel des flux de trésorerie non		
		actualisés	Sur un an ou sur demande	Un à deux ans
	\$	\$	\$	\$
<b>Au 31 décembre 2013</b>				
Créditeurs et charges à payer	267,559	267,559	267,559	-
	267,559	267,559	267,559	-
<b>Au 31 décembre 2012</b>				
Créditeurs et charges à payer	196,244	196,244	196,244	-
Montants dus à des sociétés liées	14,178	14,178	14,178	-
Prêts d'un directeur	1,015,872	1,015,872	-	1,015,872
	1,226,294	1,226,294	210,422	1,015,872

(v) Autres risques liés aux prix

Les autres risques liés aux prix correspondent aux risques de fluctuation de la juste valeur ou des flux de trésorerie de l'instrument financier due à des variations des taux d'intérêts du marché (autres que les variations des taux d'intérêts et des taux de change). Le groupe est exposé aux variations des cours du marché des capitaux propres répertoriés par rapport à ses placements classés comme placements susceptibles de vente (remarque 11).

Les politiques de gestion de l'autre risque de prix sont suivies par le groupe depuis les exercices précédents et s'avèrent efficaces.

(vi) Évaluations de la juste valeur comptabilisées dans les états consolidés de la situation financière

Le tableau suivant présente les actifs et les passifs financiers comptabilisés à la juste valeur dans l'état de la situation financière selon la hiérarchie de juste valeur. La hiérarchie regroupe les actifs financiers selon trois niveaux basés sur la fiabilité relative des entrées significatives utilisées pour évaluer la juste valeur de ces actifs financiers. La hiérarchie de juste valeur comprend les trois niveaux suivants:

- Niveau 1 – cours du marché (non régularisé) dans les marchés actifs pour les actifs identiques;
- Niveau 2 – entrées autres que les cours du marché inclus dans le niveau 1 observables pour l'actif, soit directement (par exemple, les prix), soit indirectement (par exemple, issu des prix) et
- Niveau 3 – entrées pour l'actif n'étant pas basées sur des données observables du marché (entrées non observables)

Le niveau dans la hiérarchie de la juste valeur dans lequel l'actif financier est classé dans sa totalité est basé sur le niveau le plus bas de l'entrée qui a de l'importance pour l'évaluation de la juste valeur.

Les actifs financiers comptabilisés à la juste valeur dans les états consolidés de la situation financière sont regroupés dans la hiérarchie de juste valeur comme suit:

JAYDEN RESSOURCES INC.  
 Discussion et analyse de la direction  
 pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013

	Au 31 décembre 2013			Total
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
	\$	\$	\$	\$
<b>Actifs :</b>				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	241,500	-	-	241,500
Investissements disponibles à la vente				
- Titres de participation cotés, à la juste valeur	18,010	-	-	18,010
	259,510	-	-	259,510
<b>Au 31 décembre 2012</b>				
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
	\$	\$	\$	\$
<b>Actifs :</b>				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	227,074	-	-	227,074
Investissements disponibles à la vente				
- Titres de participation cotés, à la juste valeur	28,034	-	-	28,034
	255,108	-	-	255,108

Il n'y a pas eu de transfert important entre les niveaux 1 et 2 dans les exercices financiers respectifs. Les méthodes et les techniques d'évaluation utilisées pour évaluer la juste valeur sont inchangées par rapport aux exercices financiers précédents. Les titres de capitaux propres sont libellés en dollars canadiens. Les justes valeurs ont été déterminées selon leurs prix offerts cotés aux dates de clôture.

(vii) Catégories des actifs et des passifs financiers

Les valeurs comptables des actifs et des passifs financiers du groupe et de la société sont présentées dans les états de la situation financière comme suit:

<b>Le groupe</b>	Au 31 décembre,	
	2013	2012
	\$	\$
<b>Actifs financiers</b>		
Investissements disponibles à la vente	18,010	28,034
Prêts et créances		
- Montant dû par une société liée	-	257,279
- Trésorerie et équivalents de trésorerie	241,500	227,074
	241,500	484,353
	259,510	512,387
<b>Passifs financiers</b>		
Au coût amorti		
- Crédoeurs et charges à payer	(267,559)	(196,244)
- Montants dus à des sociétés liées	-	(14,178)
- Prêts d'un directeur	-	(1,015,872)
	(267,559)	(1,226,294)

## **8. Contrôle interne sur la divulgation de l'information financière**

La directrice générale (DG) et le directeur financier (DF) de la Société, de concert avec la direction de la Société, sont responsables des renseignements communiqués dans la présente DAD et des autres communications externes de la Société. Pour la période terminée le 31 décembre 2013, le DG et le DF ont désigné, ou supervisé la désignation de contrôles des procédures de communication (CPC) afin de pouvoir garantir dans une mesure raisonnable que les renseignements importants portant sur la Société et sa filiale consolidée sont communiqués conformément aux exigences réglementaires et aux bonnes pratiques d'entreprises et que les CPC de la Société lui permettront de répondre aux exigences en vigueur sur la communication.

La DG et le DF ont évalué l'efficacité des CPC de la Société et ont conclu que la lettre et l'application des CPC de la Société sont entrées en vigueur le 31 décembre 2013 et que la Société s'est dotée de CPC adéquats pour permettre d'assurer que les renseignements utilisés à l'interne par la direction et communiqués à l'externe sont, dans les aspects les plus importants, complets et fiables.

La DG et le DF sont aussi chargés de définir les contrôles internes à l'égard de l'information financière (« CIIF ») en vigueur au sein de la Société dans le but de garantir dans une mesure raisonnable la fiabilité des rapports financiers et la préparation des états financiers diffusés à l'extérieur de la Société conformément aux Normes internationales d'information financière (« NIIF »). Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2012, la Société a embauché un bureau de conseil international afin d'évaluer l'efficacité des CIIF de la Société.

Durant la définition et l'évaluation des CIIF de la Société, la direction a identifié des lacunes mineures, dont certaines ont été abordées ou sont actuellement abordées afin de rehausser les processus et contrôles de la Société. La Société emploie de mesures générales et de contrôles d'atténuation pour contrôler les lacunes pouvant être présentes dans les contrôles des processus. La direction entend poursuivre les améliorations des CIIF de la Société. La direction a conclu que les ICFR de la Société étaient en vigueur aux 31 décembre 2012, 2011 et 2010.

La direction de la Société, y compris son DG et son DF, croit que les CPC et CIIF, aussi bien élaborés et appliqués soient-ils, ne peuvent fournir qu'une assurance relative et raisonnable que les objectifs du système de contrôle sont atteints. De plus, la planification d'un système de contrôle doit rendre compte des contraintes budgétaires et les avantages des contrôles doivent être considérés en tenant compte de leurs coûts. En raison des limites intrinsèques à tout système de contrôle, aucun ne peut assurer de manière absolue que tous les problèmes éventuels de contrôle et possibilités de fraude, le cas échéant, au sein de la Société ont été réduits ou détectés. Ces limites intrinsèques comprennent la possibilité de faire de mauvais jugements avant la prise de décision, et que des interruptions peuvent survenir suite à de simples erreurs ou défauts. En outre, les contrôles peuvent être contournés par une seule ou plusieurs personnes, ou par des déviations illicites d'événements prévus. Il est en outre impossible de garantir qu'aucune mesure ne pourra garantir l'atteinte d'objectifs dans toutes les éventualités. Par conséquent, en raison des limites intrinsèques d'un système de contrôle rentable, il est possible que des déclarations fausses ou des erreurs soient faites sans être détectées.

Aucun changement apporté aux CIIF de la Société durant l'exercice terminée le 31 décembre 2013 ne pourrait toucher de manière importante ou être de nature à avoir un impact notable sur les CIIF de la Société.

## **9. Estimations et jugements comptables déterminants**

Les estimations et les jugements sont continuellement évalués et sont basés sur les antécédents et d'autres facteurs, y compris les prévisions d'événements futurs raisonnables étant donné les circonstances.

### **Hypothèses et estimations comptables critiques**

La Société émet des estimations et hypothèses sur l'avenir. Les estimations comptables qui en résultent seront, par définition, rarement identiques aux résultats réels associés. Les estimations et les hypothèses qui présentent un risque important d'ajustement matériel aux valeurs comptables des actifs et des passifs au cours de l'exercice financier suivant sont décrites ci-dessous:

#### *Dépréciation*

La direction de la Société use de son jugement pour estimer la vie utile de ses actifs amortissables. L'estimation de la vie utile correspond à l'estimation de la direction sur la durée des profits économiques tirés de l'utilisation de ces actifs. La Société amortit la propriété, l'usine et le matériel conformément à ses politiques comptables. Le montant comptable de la valeur de la propriété, de l'usine et du matériel est indiqué dans la remarque 9 de ses états financiers provisoires consolidés condensés.

#### *Impôts différés*

Le groupe reconnaît l'avantage des impôts différés pour les actifs d'impôts différés dans la mesure où la récupération est probable. L'évaluation de la recouvrabilité des actifs d'impôts différés implique que la direction doit faire des estimations importantes concernant les futurs bénéfices imposables. En outre, les modifications futures dans les lois fiscales pourraient limiter la capacité du groupe à obtenir des déductions fiscales pour les périodes futures sur les actifs d'impôts différés.

### **Jugements importants dans l'application des politiques comptables de la Société**

Voici un jugement critique, distinct des jugements comprenant des estimations faits par la direction dans l'application des politiques comptables du groupe et ayant l'effet le plus notable sur les montants indiqués dans les états financiers consolidés.

#### *Continuité de l'exploitation*

La direction a appliqué sa capacité de jugement dans l'évaluation de la capacité du groupe à poursuivre son exploitation lors de la préparation de ses états financiers consolidés pour les exercices terminés les 31 décembre 2013 et 2012. La direction prépare les états financiers sur une base de continuité sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou n'a pas d'autre solution réaliste pour le faire. Pour évaluer si l'hypothèse de continuité est appropriée, la direction prend en compte toutes les informations disponibles sur l'avenir, couvrant au moins, entre autres, douze mois à compter de la fin de la période considérée. La direction a examiné un large éventail de facteurs liés à la rentabilité actuelle et prévue, à la planification de remboursement de la dette et aux sources potentielles de financement de remplacement. À la suite de l'évaluation, la direction a conclu qu'il y avait un doute important quant à la capacité du groupe à remplir ses obligations lorsqu'elles arrivent à échéance et, par conséquent, à la pertinence finale de l'utilisation des principes comptables applicables à la continuité.

#### *Recouvrabilité des actifs d'exploration et d'évaluation*

Lorsque des événements ou des changements de situations donnent à penser que le montant comptable des actifs au titre de l'exploration et de l'évaluation pourrait ne pas être récupéré, le groupe tiendra compte des valeurs recouvrables de l'unité génératrice de trésorerie (UGT). Après avoir pris en compte l'environnement économique actuel, la direction révisé les projets de développement et d'exploration et confirme qu'il n'y a aucun indicateur de perte de valeur sur les actifs d'exploration et d'évaluation du groupe aux dates de clôture.

### *Dépréciation des investissements disponibles à la vente*

Pour les investissements disponibles à la vente, une baisse importante ou prolongée de la juste valeur de marché en deçà de son coût constitue également une indication objective de dépréciation. Il faut faire preuve de jugement pour déterminer si la baisse de la juste valeur a été importante et/ou prolongée. Afin d'établir ce jugement, les données historiques sur la volatilité du marché ainsi que le prix du placement spécifique sont pris en compte. Le groupe évalue également, entre autres facteurs, la durée et l'ampleur de la juste valeur d'un investissement situé à un niveau inférieure à son coût, si les baisses de la juste valeur sont importantes ou prolongées ainsi que la santé financière et les perspectives d'affaires à court terme pour, y compris des facteurs tels que le rendement de l'industrie et les flux de trésorerie opérationnels et de financement.

## **10. Mise en garde sur les énoncés prospectifs**

La présente DAD contient des énoncés prévisionnels visant à donner aux lecteurs les éléments de base pour évaluer la performance financière de la Société. Tout énoncé ne constituant pas un fait historique constitue un énoncé prévisionnel. Ce type d'énoncé peut être identifié par *croit que*, *envisage*, *anticipe*, *considère*, *vis*, *planifie*, *entend*, *continuera*, *budget*, *estimation*, *prévoit*, *pourrait* et les autres expressions de même nature. Les énoncés prévisionnels sont nécessairement fondés sur un certain nombre d'estimations et d'hypothèses qui, bien que considérées comme raisonnables par la Société, sont de par leur nature assujetties à d'importantes incertitudes et éventualités commerciales, économiques et concurrentielles.

Des facteurs connus et inconnus pourraient causer d'importantes déviations des énoncés prévisionnels. Parmi ces facteurs, on compte, sans limitation, les fluctuations sur les marchés des devises des dollars canadiens et américains, les prix des produits, les changements apportés par les gouvernements à la législation, à la fiscalité, aux contrôles et règlements et au développement économique et politique du Canada, des États-Unis ou d'autres pays où la Société mène ou pourrait mener ses activités, les risques associés à l'exploitation minière ou aux activités de développement, la nature spéculative de l'exploration et du développement, y compris le risque associé à la délivrance des licences et permis nécessaires et les quantités ou la teneur des réserves. Un grand nombre de ces incertitudes ou éventualités peuvent avoir un impact sur les résultats avérés de la Société et pourraient les faire dévier de manière importante par rapport à ceux indiqués de manière expresse ou implicite dans un énoncé prévisionnel fait par ou au nom de la Société.

Les lecteurs sont avertis que les énoncés prévisionnels ne constituent aucune garantie de performance future. Rien ne peut garantir que ces énoncés seront avérés. Les résultats et les événements futurs pourraient être très différents de ce qui a été prévu dans ces énoncés. Les présentes renvoient précisément à la dernière notice annuelle de la Société déposée auprès des autorités provinciales sur les titres qui contient une discussion sur certains facteurs sous-jacents aux énoncés prévisionnels. La Société nie toute intention et obligation de mettre à jour ou de revoir tout énoncé prévisionnel suite à de nouveaux renseignements, éventualités ou pour toute autre raison, sauf dans la mesure de ce qui est exigé par la loi en vigueur.

## **11. Événements ultérieurs**

- a) Le 26 mars 2014, la Société a finalisé un placement privé sans courtier émettant 5 700 000 unités au prix de 0,10 \$ par unité pour un produit brut de 570 000 \$. Chaque unité est composée d'une action ordinaire de la Société et d'un bon de souscription. Chaque bon de souscription permet à son détenteur d'acheter une action supplémentaire au prix de 0,12 \$ pour une période de deux ans.
- b) Le 6 janvier 2014, Mme Letty Wan, directrice générale de la Société, a fourni une facilité de crédit à concurrence d'environ 2 061 855 \$ au groupe pour soutenir le financement du groupe. Tout retrait serait sans intérêt et aucun des actifs du groupe n'a été donné en garantie.